

bulletin hebdo



Conférence de Paris : des résultats discrets

Managua, 5 décembre (ANN / Barricada). La Conférence de Paris (voir note), tenue sous les auspices de la Banque mondiale, s'est terminée le 4 décembre sans qu'un accord soit intervenu quant à l'octroi des fonds nécessaires au financement du retard (350 millions de dollars) accumulé par le Nicaragua dans le paiement de sa dette envers la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Comme on le sait, l'objectif du Nicaragua était d'obtenir des donations et des crédits des pays participants pour rembourser totalement ou partiellement sa dette à l'égard de la BID et de la Banque mondiale afin d'obtenir de nouveaux prêts à moyen et long terme. Mais à en juger par le langage excessivement général des déclarations officielles, on peut qualifier les résultats d'extrêmement discrets.

A part le succès que représentent le fait d'avoir réuni les sept pays les plus puissants du monde industrialisé ainsi que l'Espagne et les pays nordiques, la communauté internationale n'a pas donné de réponse immédiate aux demandes du Nicaragua. La Conférence de

Paris a seulement permis d'établir un calendrier pour de futures négociations qui permettront, dans le meilleur des cas, la normalisation des relations avec la Banque mondiale et la BID au cours du second semestre de l'année prochaine. Ce qui signifie que, à moins que les Etats-Unis augmentent de façon substantielle leur coopération dans le cadre des relations bilatérales - sur laquelle il y a plus de doutes que de garanties, le Nicaragua connaîtra dans les prochains mois de sévères restrictions financières.

Par ailleurs, de forts indices portent à penser qu'en l'absence de résultats concrets à la Conférence, le gouvernement risque d'être soumis dans un avenir proche à de fortes pressions de la part des organismes financiers internationaux.

Le communiqué de la Banque mondiale fait référence au plan économique et à la concertation mais se prête à des lectures contradictoires. Il annonce pour janvier 1991 une réunion entre le FMI, la BID et la Banque mondiale pour "examiner avec le gouvernement nicaraguayen un plan détaillé de stabilisation et de réformes, pièce maîtresse

pour le renouvellement du soutien des donateurs". S'il est vrai que l'on pouvait s'attendre à une rencontre avec ces organismes, il est cependant évident qu'en lui donnant pour objectif l'élaboration d'un plan de stabilisation, on présente comme un fait acquis que le gouvernement n'en a pas ou que celui qu'il a présenté à Paris n'a pas donné satisfaction à la communauté internationale et devra donc être modifié.

SOMMAIRE

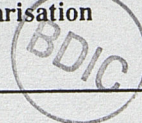
La plus petite armée d'Amérique centrale

Un fermier très travailleur

Comment va l'enseignement ?

Une université pour la Côte atlantique

El Salvador : Une même exigence, la démilitarisation



40 P 11481

De fait, le plan économique issu de la concertation reste un mystère absolu et l'on soupçonne même qu'il n'existe pas. La seule chose dont on soit sûr, c'est que le gouvernement, freiné par ses querelles internes, est venu à Paris avec des propositions inconsistantes et sans même que le budget de la nation ait été approuvé. Maintenant, c'est l'ensemble des nicaraguayens qui devront payer les conséquences d'une telle irresponsabilité.

Ce serait cependant une erreur de la part du gouvernement, malgré l'absence d'un plan économique cohérent, de jeter par dessus bord les accords de concertation au cours de la négociation avec la communauté internationale. Au contraire, la Conférence de Paris a fait valoir à plusieurs reprises l'importance d'un accord interne entre le gouvernement, l'opposition et les secteurs-clés de la production pour parvenir à la stabilité économique. L'idée que l'entente entre les acteurs est indispensable pour la réussite de tout programme économique représente le succès le plus important de la Conférence des donateurs.

Espérons que ce soutien sera apprécié à sa juste valeur par toutes les parties. Par le gouvernement, pour qu'il sache défendre l'esprit de la concertation - traitement exceptionnel, plan non recessif et qui prévoit une répartition équitable du coût social - dans toute négociation, pour difficile qu'elle soit. Et par les autres forces politiques et sociales, pour qu'elles prennent note de leur responsabilité dans le retour de la stabilité. Parce qu'en dernière instance c'est de tous que dépendra la capacité à négocier de ce petit pays qu'est le Nicaragua face à la communauté internationale.

NOTE :

Les participants de la Conférence de Paris étaient:

- la Banque mondiale, - la Banque interaméricaine de développement, - le Fonds monétaire international, - la Communauté européenne, - le Fonds international de développement agricole, - le Fonds de l'OPEP pour le développement international, - le Programme des Nations Unies pour le développement, - les Etats-Unis, - le Japon, - l'Allemagne, - la France, - l'Italie, - l'Espagne, - le Canada, - le Danemark, - la Finlande, - la Suède, - la Norvège, - la Hollande, - l'Angleterre.

L'OCDE, l'Union soviétique, la Corée et la Suisse étaient présents en qualité d'observateurs.

LA PLUS PETITE ARMÉE D'AMÉRIQUE CENTRALE

Gabriela Sélser

Managua, décembre (ANN/Barricada Internacional). Au cours des deux mois qui viennent, 5 000 officiers de l'Armée populaire sandiniste (EPS) reviendront à la vie civile. L'armée nicaraguayenne deviendra alors la plus petite d'Amérique centrale, comparable aux forces de sécurité du Costa Rica. Ses effectifs sont passés de 96 000 en juillet 1989 à 40 000 en janvier dernier et il restera 28 000 militaires à la fin de l'année. La réduction simultanée des forces militaires dans la région était un des termes du processus de paix d'Esquipulas II qui prônait un "équilibre raisonnable des forces en Amérique centrale". Mais seul le Nicaragua a mené à bien cette restructuration.

Selon des données récentes, l'armée salvadorienne est la plus nombreuse de la région (47 000 effectifs), suivie de l'armée guatémaltèque (44 500) et de l'armée hondurienne (30 000). Ces chiffres n'incluent ni les forces de sécurité ni la réserve, qui sont pour le Salvador de 29 000 effectifs, pour le Guatemala de 1 200 000 et pour le Costa Rica de 23 500. Au Nicaragua, il est prévu que les 5 000 officiers retirés de l'EPS feront partie de la structure civile de la réserve.

Selon certains, le moment choisi pour cette réduction est peu opportun, à cause des récentes secousses provoquées par l'action de groupes contras et de maïres d'extrême-droite dans certaines régions. D'autres estiment que cette restructuration affecte peu la capacité de défense militaire du pays : l'EPS se maintient en étroite coordination avec les troupes du ministère de l'Intérieur (police et forces spéciales) et les situations de conflit intérieur sont contrôlables. Le chef des Forces armées Humberto Ortega a reconnu que la situation s'était tendue au cours des dernières semaines mais, selon lui, seul un secteur minoritaire de la population a participé aux événements alors que "le processus de stabilisation fait son chemin et consolide les accords issus de la concertation nationale". "Depuis le 25 février, il y a eu plus de chemin parcouru dans le sens de la concorde que dans celui de la confrontation", a affirmé H. Ortega. La contribution de l'armée à la stabilité nationale a représenté "un effort difficile et complexe".

Donc, indépendamment de la situation, l'armée s'en tiendra à son projet de réduction et de restructuration. La première étape quantitative s'achèvera en cette fin d'année et elle sera suivie d'une phase qualitative. Les critères de réduction n'ont pas été politiques mais strictement professionnels. Les officiers les moins expérimentés seront retirés mais les handicapés, les femmes soutiens de famille et les militaires dont un parent est mort au cours de la guerre de libération ou au cours d'un combat durant ces dix dernières années seront maintenus.

Selon H. Ortega, la décision de réduire et de transformer l'armée est "une preuve de la force de l'EPS et reflète le sérieux et la responsabilité de cette institution". Un fonds de 10 millions de dollars sera consacré à combler les besoins essentiels des militaires licenciés et, parmi eux, ceux de moindre rang seront prioritaires. Cette enveloppe comprend les fonds gouvernementaux auxquels s'ajoutent les 5 millions de dollars offerts par le gouvernement espagnol ainsi qu'une aide mineure de l'Allemagne, de la Suède et de la Finlande.

Au Nicaragua, les transformations subies par l'armée sont perçues dans certains milieux comme une preuve du pouvoir réel du général Ortega au sein du gouvernement. L'EPS est en effet l'unique institution qui assure à ses milliers de licenciés des subsides pour plusieurs mois. Les officiers de moindre rang recevront 12 mois de salaire et ceux de rang supérieur 6 mois. Tous se verront attribuer un terrain à bâtir et bénéficieront, ainsi que leur famille, de soins médicaux gratuits durant un an. L'Institut centraméricain d'administration des entreprises leur offrira une formation technique afin de faciliter leur intégration à la production. Ils pourront s'affilier à un syndicat de militaires en retraite active chargé de "veiller au respect de leurs droits et bénéfices" et qui se maintiendra en relation étroite avec le commandement de l'EPS.

Dans le pays, la restructuration des Forces armées a reçu un bon accueil: le Nicaragua a besoin de sa force de travail productive et de fonds pour la santé et l'éducation. Pendant les années les plus dures de l'agression contra, l'armée absorbait jusqu'à 60 % du budget de l'Etat. Selon le gouvernement, il est inutile de maintenir un appareil militaire aussi coûteux alors que le risque d'agression est écarté. Le FSLN a également donné son aval à la réduction. Accusés pendant des années d'entretenir les Forces armées les plus puissantes d'Amérique centrale pour "fomentier la guerre dans la région", les leaders sandinistes considèrent que l'étape actuelle constitue "un pas salutaire". Un porte-parole du FSLN a estimé que même si la restructuration des Forces armées vient accroître provisoirement les chiffres du chômage (qui touche actuellement plus de 40 % de la population active), elle contribuera à la stabilité et à la pacification du pays face aux autres nations centraméricaines et aux Etats-Unis.

UN FERMIER TRES TRAVAILLEUR

Managua, 6 décembre (ANN). Le quotidien sandiniste *Barricada* vient de dénoncer la présence au Nicaragua de John Hull, agent de la CIA impliqué dans le Contra-gate et recherché par les autorités costariciennes pour trafic de drogue, trafic d'armes et homicide. Cette der-

nière accusation est liée à l'attentat subi par le dirigeant contre-révolutionnaire Eden Pastora au Costa Rica en 1984, au cours duquel deux journalistes étatsuniens avaient été tués. J. Hull est au Nicaragua depuis trois mois et s'est installé... à Juigalpa, dans la Région V.

Il est venu, selon les déclarations de personnalités de la Région V, pour "aider" en faisant des investissements entre autres dans l'élevage, l'agriculture et la fabrication de chaussures. Il est en relation avec les maires séditeux, les militants de l'UNO, Monseigneur Vega et bien sûr avec les leaders de la contra. *Franklin* a déclaré à la presse que J. Hull, "un homme très travailleur", les avait toujours aidés et continuait à le faire. "Il est en contact avec un groupe d'amis qui veulent impulser des projets au Nicaragua".

L'HOMME DE LA CONTRA

On a commencé à entendre parler de J. Hull en 1984 quand un avion propriété des Etats-Unis s'écrasait au Costa Rica près de la frontière nicaraguayenne, provoquant la mort de ses sept passagers. La presse étatsunienne découvrait alors l'existence de celui qu'on appellera plus tard "le fermier de la contra". Drôle de paysan qui possède au nord du Costa Rica une exploitation munie de six pistes d'atterrissage et dont on saura postérieurement qu'en plus d'être l'homme de la CIA il est aussi celui du Cartel de Cali.

Dès 1980, J. Hull se lie aux contras ; il est alors désigné par la CIA pour organiser le Front sud. Son nom apparaît au moins dix fois dans les carnets d'Oliver North, où, entre autres, le militaire signale que l'Office pour l'aide humanitaire aux nicaraguayens lui paye une armée personnelle "de 75 à 100 hommes". C'est J. Hull qui a organisé la venue de centaines de mercenaires au Costa Rica; un mémorandum d'O. North datant de 1985 révèle qu'il a sous son contrôle un campement de mercenaires. Puis ce sont des armes qui sont portées par avion sur ses pistes d'atterrissage, sous la supervision du général Richard Secord et avec la complicité des autorités costariciennes.

En 1984, il participe à l'organisation d'un attentat contre le leader contre-révolutionnaire Eden Pastora à La Penca (Costa Rica), au moment où celui-ci refusait que son organisation, ARDE, rejoigne la Force démocratique nicaraguayenne (FDN). Interrogé par le quotidien *Barricada*, E. Pastora a déclaré, avec son emphase habituelle : "Je vois qu'au Nicaragua, même Satan peut vivre". Pour lui, c'est sans aucun doute le consul du Nicaragua à Miami, Adolfo Chamorro - accusé d'être lié au trafic de drogue - qui a facilité l'installation de J. Hull au Nicaragua.

En avril 1986, les forces de sécurité costaricienne arrêtent dans une de ses propriétés un groupe de 15 person-

nes dont plusieurs sont liées au trafic de drogue.

Le narcotrafic est en effet l'autre volet de l'aide à la contra. C'est semble-t-il en 1983 que cette affaire juteuse a commencé. Les pistes d'atterrissage de J. Hull étaient utilisées pour décharger les armes venues des Etats-Unis et c'est de là que les avions repartaient remplis de la drogue venue de Colombie. C'est l'agent de la CIA et narco-trafiquant Joe Morales qui mettait avions, pilotes et drogue au service des opérations d'O. North.

UNE AFFAIRE EMBARRASSANTE

La révélation par *Barricada* de la présence de J. Hull embarrasse le gouvernement nicaraguayen. Le Costa Rica devrait demander dans les heures qui viennent l'extradition de ce citoyen encombrant qui a pris en 1984 la nationalité costaricienne pour échapper à "l'amendement Boland" interdisant au gouvernement et aux citoyens des Etats-Unis d'aider la contre-révolution nicaraguayenne. L'ambassadeur du Costa Rica au Nicaragua a en effet reçu les instructions pour demander l'arrestation préventive de J. Hull.

L'affaire suscite beaucoup d'intérêt au Nicaragua, non seulement parce que le rôle de J. Hull dans l'histoire récente est bien connu, mais aussi parce qu'on se demande quelle attitude va adopter le ministère des Relations extérieures, qui avait permis au mépris des lois internationales il y a quelques mois l'extradition vers les Etats-Unis du diplomate nicaraguayen William Tapia. Alors que le ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado prétend ne rien savoir de la présence de J. Hull, de son côté le ministre Enrique Dreyfus déclare que ce dernier est entré comme touriste et n'a pas le droit d'avoir des activités économiques. A la question d'un journaliste qui lui demandait s'il allait permettre l'arrestation et l'extradition de J. Hull, il a répondu : "Je crois que oui".

Mais il est probable qu'une telle décision provoquerait des mécontentements dans la Région V : tout d'abord celui des maires et des militants de l'UNO mais aussi celui des démobilisés de la contra. En effet, les projets d'investissements pour lesquels l'agent de la CIA est venu au Nicaragua sont en partie en faveur des contras - il serait question d'une plantation de citriques dans le pôle de développement de El Almendro. On peut supposer que "le groupe d'amis" prêts à investir et dont J. Hull serait le représentant sont les mêmes que ceux qui pendant des années ont soutenu la contre-révolution.

Pour l'instant, le groupe important de journalistes, parmi lesquels deux étatsuniens qui avaient survécu à l'attentat de La Penca, qui attendent J. Hull à la porte de sa maison ont vu leurs espoirs déçus : l'agent de la CIA a disparu de la circulation depuis plus de 24 heures.

COMMENT VA L'ENSEIGNEMENT?

Managua, 6 décembre (ANN). L'enseignement est un domaine dans lequel la droite a avancé rapidement ses pions. Mario Quintana, secrétaire national de l'Association nationale des éducateurs nicaraguayens (ANDEN) répond aux questions de l'ANN et fait le point sur la situation dans l'Education.

ANN: Les enseignants ont-ils été victimes de mesures répressives et revanchardes de la part du ministère de l'Education (MED) depuis avril?

Mario Quintana: Notre syndicat a eu connaissance de 420 cas de collègues victimes de sanctions politiques, ce qui est probablement en-dessous du chiffre réel. Il y a eu 100 licenciements, le plus souvent de chefs d'établissement, 170 mutations qui sont en fait des licenciements déguisés dans la mesure où les enseignants ont été nommés à des postes éloignés où il leur était impossible de réorganiser leur vie familiale et 150 mutations qui ont été acceptées. 50 cas ont fait l'objet d'une négociation et nous avons obtenu que les collègues soient maintenus à leur poste. Mais nous sommes confrontés à un autre type de répression qui se traduit par exemple par l'interdiction de tenir nos réunions syndicales dans certains établissements scolaires. Nous avons été frappés également par des mesures directement économiques: le pouvoir d'achat des enseignants a baissé de 40 % au cours des derniers mois et en ce moment nous nous battons pour que le budget 1991 du MED ne soit pas réduit.

ANN: L'administration a-t-elle encouragé la formation de "syndicat maison" ?

MQ: Oui, le MED a tenté d'affaiblir notre organisation en fondant un syndicat jaune, la Fédération syndicale des enseignants nicaraguayens qui, selon eux, regroupent 3 500 adhérents. Le premier secrétaire en est la vice-ministre de l'Education, Hortensia Rivas. Une des pratiques de cette organisation est de faire pression sur les collègues en annonçant par exemple qu'un tel est sur la liste des prochains licenciés ou mutés et qu'il pourrait éviter cette mesure en devenant membre du syndicat. Certains enseignants tombent dans ce piège mais cette organisation n'a qu'une faible audience et globalement, le nombre de nos adhérents s'est maintenu. ANDEN compte 21 000 membres, ce qui représente 65 % des enseignants.

ANN: Quelle est l'attitude du gouvernement envers ANDEN?

MQ: Il essaie par exemple de nous asphyxier économiquement. Depuis bien avant 1979, les cotisations étaient prélevées directement sur le salaire de nos adhérents. Le MED a aboli cette pratique. Notre syndicat proposait de

plus un système d'assurance et de crédit avantageux pour ses adhérents et qui fonctionnait de même par prélèvement d'un pourcentage sur leur salaire. Cela a été également interdit. Mais avant tout, le MED n'a pas voulu respecter notre convention collective, passée le 3 février 90 entre ANDEN et le ministère. Elle régit l'ensemble des questions touchant à la profession et à la fonction sociale des enseignants. Elle stipule entre autres la participation du syndicat à toutes les décisions d'ordre administratif et pédagogique. Or, dans ces domaines, le nouveau gouvernement a pris toutes ses décisions de manière unilatérale, sans consulter le syndicat. Après le 25 avril, le MED a prétendu que ANDEN n'était pas représentatif de tous les travailleurs et qu'il n'était donc pas habilité à négocier. Après les grèves de mai et de juillet, le MED a été obligé de ratifier la convention collective mais en même temps, il lançait les syndicats parallèles pour pouvoir remettre en cause une nouvelle et de manière totalement illégale notre convention en prétextant qu'elle n'avait été signée qu'avec ANDEN et non avec tous les syndicats. Les licenciements et les mutations ont donc continué. En septembre, le ministre de l'Éducation a sollicité auprès du ministère du Travail l'autorisation d'annuler notre convention collective en prétendant qu'elle était anticonstitutionnelle. Mais au cours de la concertation, le gouvernement a dû en reconnaître la validité. Pourtant, le MED n'en fait toujours pas cas.

ANN: A quoi correspond la loi sur les carrières de l'enseignement?

MQ : A l'origine, il y a eu une initiative de ANDEN pour donner un statut et réglementer le déroulement de la carrière des enseignants. Mais aujourd'hui, l'UNO a introduit des articles visant à la répression du corps enseignant, par exemple celui qui stipule que les fonctions de chef d'établissement sont des "charges de confiance" et donc soumises directement à l'autorité du MED. Cet article permet de recruter et de licencier les directeurs d'écoles et de collèges sur des critères de "confiance", ce qui ouvre la porte à l'arbitraire le plus total. Alors que le ministre prétend vouloir "dépolitiser l'enseignement", nous avons là une preuve s'il en fallait de ce qu'il entend par là. Au cours d'une réunion, il a d'ailleurs dit littéralement qu'il préférerait "un professeur idiot à la tête d'une école, pourvu qu'il soit loyal". Mais de quelle loyauté s'agit-il? Une loyauté envers le ministre, envers la présidente, envers les commandants de la contra? Un autre des articles introduit par l'UNO vise à affaiblir le rôle de notre syndicat : nous devrions nous limiter à des questions d'ordre social et purement professionnel et ne pourrions pas participer aux décisions administratives et pédagogiques. Cette loi a été votée par l'Assemblée nationale mais n'a pas encore été ratifiée par la présidence.

ANN: Quel bilan tirez-vous de ces premiers mois de gouvernement de la droite?

MQ: Ce gouvernement était placé devant un choix : il

pouvait s'attacher à chercher une solution aux graves problèmes de l'éducation dans notre pays ou bien poursuivre ses fins politiques revanchardes. Il a opté pour la seconde attitude en tentant de démonter tout ce qu'avait entrepris la Révolution dans le secteur éducatif. Il a utilisé pour cela la sanction contre certains membres du personnel sur des critères politiques et s'en est pris au contenu pédagogique de notre enseignement. Il a par exemple fait détruire des milliers de livres de classe donnés par les pays scandinaves, pour les remplacer par d'autres qui ne correspondent pas à la réalité nicaraguayenne. Il ne s'est pas attaqué aux vrais problèmes. Le taux d'analphabétisme est de 20 %, nous manquons d'enseignants qualifiés et plus de 60 % d'entre eux sont des "maîtres empiriques" c'est-à-dire formés sur le tas et qui auraient besoin de recevoir une formation théorique. Un quart des enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'école primaire mais traînent dans la rue et malgré tout cela la vice-ministre de l'Éducation, au cours de la concertation, a proposé une diminution du budget de l'Éducation.

ANN: Comment pouvons-nous, en Europe, appuyer l'éducation au Nicaragua et le syndicat ANDEN?

MQ: Nous avons besoin d'une coopération de syndicat à syndicat pour pouvoir survivre en tant qu'organisation, financer nos formations et nos conseillers juridiques et éditer une revue pédagogique. Je pense qu'il faut maintenir les jumelages d'écoles et les aides directes bien qu'il soit de la responsabilité du gouvernement de construire des salles de classe et d'équiper les écoles.



"Des graves problèmes de l'éducation" (Photo : ANN)

UNE UNIVERSITE POUR LA COTE ATLANTIQUE

Managua, 3 décembre (ANN). La Fondation pour l'autonomie et le développement de la Côte Atlantique vient d'élaborer un projet d'université dans le droit fil des principes de l'autonomie.

Il se fonde sur l'idée que les régions autonomes et le pays tout entier ont tout à gagner en gérant raisonnablement les ressources naturelles et que la Côte Atlantique peut devenir un laboratoire pour les questions ethniques. Il s'agit de garantir "l'égalité dans la diversité" et de consolider le processus d'autonomie entre autres en formant des ethnologues et des spécialistes en Sciences de la mer, en Sciences de la forêt, en traduction et interprétation bilingue. L'objectif est d'élaborer des stratégies permettant d'exploiter et de gérer les richesses naturelles tout en protégeant les espèces en voie de disparition, de promouvoir les cultures de la Côte et l'intégration économique et culturelle de cette dernière. Ce projet, élaboré entre autres par Ray Hooker, député sandiniste de la Région autonome de l'Atlantique sud, est, comme on le voit, intégral. Son coût total est de 37 millions de dollars. Il porte un joli nom : URACCAN, Université des régions autonomes de la Côte Caraïbe du Nicaragua.

EL SALVADOR : UNE MEME EXIGENCE, LA DEMILITARISATION

Managua, 5 décembre (ANN/IESCA). Le 20 novembre, le FMLN lançait sa plus importante offensive militaire depuis un an. Malgré une intense guerre psychologique menée par les autorités salvadoriennes et visant à rendre la guérilla responsable du conflit, les organisations populaires ne se trompent pas de cible et la majorité des salvadoriens, malgré la peur et la lassitude, appuient l'exigence exprimée par le FMLN d'une démilitarisation de la société.

L'OFFENSIVE MILITAIRE ET LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Depuis le 20 novembre, le commandement des Forces armées cherche à minimiser l'impact de l'opération qui n'a pourtant pas épargné la capitale et a obligé l'armée à faire venir des bataillons anti-insurrectionnels et des détachements d'autres départements. Les voisins de la base aérienne d'Ilipango et les journalistes étrangers viennent contredire la version officielle par leurs témoignages sur la force des attaques et les dommages subies par l'armée. Plusieurs actions déclenchées dans l'est et le nord-ouest du pays ont accompagné l'offensive de San Salvador et ont permis à la guérilla d'infliger de sévères pertes humaines et matérielles aux Forces armées - entre autres,

la destruction de six hélicoptères et de deux avions.

La campagne lancée par les autorités salvadoriennes cherche en particulier à dresser la population de la capitale contre la guérilla en jouant sur la peur. Le contenu des messages martelés par les médias est clair:

- le FMLN attaque la population civile (les personnes qui vivent à proximité des installations militaires et à qui la guérilla a demandé de se retirer durant les opérations ont effectivement souffert au cours d'attaques menées avec un armement artisanal qui n'a pas la précision de l'armement industriel)
- le FMLN viole les accords sur les droits de l'homme passés avec le gouvernement
- le peuple rejette une nouvelle offensive dont il est la principale cible
- la guerre n'a aucun sens puisque la négociation se poursuit

Même si certains secteurs ont été perméables à cette propagande gouvernementale, la majorité de la population de la capitale, les organisations politiques, syndicales et le mouvement populaire en général font une autre lecture de la réalité et se refusent à condamner le FMLN comme le gouvernement le voudrait. De plus en plus nombreux sont ceux qui appellent à une véritable négociation qui conduise à un cessez-le-feu.

Le mouvement populaire est parfaitement conscient que ce n'est pas la population civile mais l'armée qui est la cible du FMLN, que la négociation doit être faite de concessions mutuelles et que l'armée est le principal obstacle car elle craint de voir diminuer son pouvoir économique et politique acquis au cours des dix dernières années. Il est courant d'entendre les gens exprimer leur crainte des bombardements de l'armée et rare de rencontrer des réactions de peur vis-à-vis des *muchachos* de la guérilla. Mais il est vrai que la population ne veut pas de nouvelle offensive car elle sait d'expérience que l'armée ne s'embarrasse pas de considérations humanitaires pour bombarder, comme elle l'a fait en novembre 89, des quartiers densément peuplés.

L'ARMEE AU COEUR DU PROBLEME

L'opération militaire déclenchée le 20 novembre a été précédée de nombreuses interventions dans les médias, manifestations de rue et déclarations exigeant le châtiement des assassins des jésuites et dénonçant l'impunité dont jouissent les militaires.

3 000 membres du "Comité permanent pour le débat national" ont manifesté dans la nuit du 15 novembre, surveillés en permanence par un hélicoptère de l'armée, depuis

le centre à moitié détruit de la capitale jusqu'à l'Université. Ils ont exigé la création d'une commission d'enquête incluant des représentants du mouvement social et syndical aux côtés des parlementaires espagnols qui se trouvent actuellement dans le pays pour faire la lumière sur le crime. Le même jour, la coordination des communautés de base s'est rassemblée dans la cathédrale puis a occupé pacifiquement une église, réclamant le jugement des auteurs matériels et intellectuels du crime.

La campagne militaire déclenchée quelques jours plus tard par le FMLN et baptisée "Châtiment aux Forces Armées antidémocratiques" n'a donc été que l'écho d'une vaste clameur du peuple qui, publiquement ou en privé, manifeste son rejet d'une armée qui se livre en toute impunité aux crimes les plus horribles.

LES NOUVEAUX FRONTS DE LUTTE

S'il est vrai que le peuple est fatigué de la guerre, la lutte politique n'en continue pas moins sous les formes les plus diverses et il n'y a aucun secteur qui ne soit organisé. Le mouvement communal à tout particulièrement pris de la force et s'affronte au gouvernement sur le terrain de la santé, de l'éducation et du logement. L'idée que seul, l'effort collectif peut permettre de résoudre les problèmes sociaux a fait son chemin dans les secteurs populaires et le gouvernement s'est vu obligé sous la pression à ouvrir certains espaces qu'il lui serait impossible de refermer aujourd'hui sans une violente répression et au prix d'un discrédit plus grand encore. Cette lutte politique qui va s'intensifiant pose un véritable problème au pouvoir qui voudrait pouvoir augmenter sa pression sur ce qu'il nomme les organisations de façade du FMLN.

L'opération militaire lancée il y a plus de deux semaines se poursuit avec succès pour la guérilla, face à des forces armées sur la défensive. Bien qu'elle affecte la population et provoque quelques réactions défavorables, l'offensive est perçue majoritairement comme un pas nécessaire pour affaiblir une armée haïe. Acculée politiquement, discréditée par l'affaire des jésuites, affaiblie militairement par les coups portés par le FMLN qui, avec l'introduction de missiles terre-air (vendus par la contra selon la guérilla), pourrait déséquilibrer brutalement le rapport des forces sur le terrain, l'armée vit ses pires moments et une partie de ses troupes se démoralise. Un exemple : au cours de violents combats qui se livraient au nord de San Salvador, le 28 novembre, l'infanterie été privée de protection aérienne car les pilotes n'ont pas voulu servir de cible aux tirs anti-aériens du FMLN qui venait d'abattre un avion.

Un dernier élément défavorable au gouvernement et à l'armée est l'attitude des Etats-Unis qui, tournés vers le Golfe Persique, manifestent discrètement leur volonté de se débarrasser de l'épine salvadorienne.

EN BREF

CAFE. Selon les prévisions de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), la récolte de café de cette année sera une des plus mauvaises de l'histoire du pays. L'insécurité liée aux occupations de terres, le manque de crédits, le mauvais état des chemins par lesquels est acheminé le grain, les tarifs pratiqués par les usines de traitement, autant de problèmes qui mettent en mauvaise posture le premier produit d'exportation du pays. A la veille de la récolte, le gouvernement n'a pas versé les 5,5 millions de dollars nécessaires pour la mener à bien. Certains producteurs privés préfèrent passer des accords avec des intermédiaires pour assurer la vente de leur récolte plutôt que de s'adresser à l'Etat dont l'entreprise ENCAFE émet des chèques qu'ils ne peuvent toucher faute de liquidités dans les caisses de la banque. Les travailleurs des entreprises nationales (certains n'ont pas reçu leur salaire depuis un mois et demi) en demandent la privatisation à leur bénéfice.

LE CARDINAL N'AIME PAS LES PRESERVATIFS. Le cardinal Obando a vigoureusement critiqué en chaire les campagnes de prévention contre le sida qui recommandent l'usage de préservatifs. Le ministre de la Santé et fervent catholique Ernesto Salmerón peut difficilement s'aligner sur les positions du prélat mais il a promis toutefois de consulter les évêques sur la question. La fidélité conjugale constitue selon lui la meilleure méthode préventive. Son ministère n'a encore lancé aucune campagne nationale sur le thème faute de fonds.

FACE AUX NOUVEAUX DEFIS, TOUJOURS SOLIDAIRES. C'est sous ce slogan que s'est tenue à Managua la 6ème Foire de la solidarité le 2 décembre. Regroupés par continents avec une forte présence des latino-américains, les groupes de solidarité exposaient projets et réalisations et vendaient affiches et produits divers. Une part du produit des ventes a été versée à la radio *La Primerísima*, détruite en septembre par un attentat. L'ANN était présente à la foire aux côtés des médias sandinistes.

LA PRIMERISIMA va reprendre ses transmissions vers le 15 décembre avec un émetteur provisoire en attendant d'avoir un matériel plus puissant.

UNE NOUVELLE LETTRE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE à l'occasion de No 1. Les évêques y répentent que sous la protection de la Vierge Marie "le futur du monde et de l'Eglise passe nécessairement par la Famille" et rappellent qu'au cours des dix dernières années, le régime a tenté de "miner le mariage, la Famille et la jeunesse".

SAUVONS LA DEMOCRATIE, tel est le nom du dernier avatar du mouvement de "Salut national" organisé pendant les grèves de juillet par le secteur godoyiste. Les

mairés, députés et contras de la Région V tentent ainsi de s'organiser pour prolonger les actions séditeuses. Ils ont renouvelé publiquement les demandes exprimées au moment des troubles.

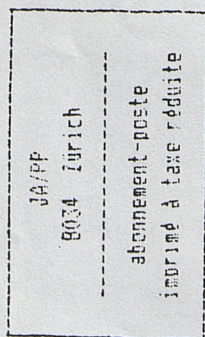
BATAILLE RANGEE entre différents secteurs de la droite pour savoir qui dominera la future association des maires UNO. A. Alemán, maire de Managua, Miriam Argüello, présidente de l'Assemblée et dirigeante du parti Alliance nationale conservatrice ainsi que Agustín Jarquín, du Parti de confiance nationale, sont sur les rangs.

DEUX NOUVELLES PUBLICATIONS viennent de sortir leur premier numéro : *L'Avista*, une revue bimensuelle "de théorie et de débat" éditée par le Centre pour la promotion, la recherche et le développement rural et social (CIPRES) dont le directeur est Orlando Núñez, et un hebdomadaire, *El Nicaragiense*, dont le sommaire donne le ton : "Godoy dénonce les déviations du gouvernement", "Mouvement civique du Chontales : la leçon de démocratie de novembre", "Dona Violeta dans la gueule du loup", "Aristides Sánchez, le premier exilé de notre démocratie".

GUATEMALA. Le 2 décembre, l'armée a fait feu sur des paysans désarmés qui manifestaient face à une caserne pour protester contre l'agression d'un commerçant du village par un militaire ivre. Bilan : 18 morts et 22 blessés.

PANAMA. Tous les syndicats de la fonction publique avaient appelé à une grève générale pour le 5 décembre. Les fonctionnaires ont été rejoints dans leur action par les travailleurs des grandes entreprises privées. Selon les organisations syndicales, la grève a été suivie à 80 %. Le gouvernement a dénoncé ce mouvement comme une manœuvre du courant lié à l'ancien président Noriega et a menacé de licencier tous les grévistes. Le jour précédent, les troupes étatsuniennes du Commandement Sud étaient sorties à la demande du président Endara pour réprimer une tentative de coup d'état -selon le gouvernement- fomentée au sein de la police.

WELCOME. Le président Bush achève une visite en Amérique latine qui l'a conduit au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Argentine et qui se terminera demain au Venezuela. Ce voyage lui a permis d'exprimer son soutien aux régimes démocratiques en place sans oublier une mention spéciale pour l'ancien président chilien Pinochet en qui il a salué l'artisan de la reprise économique. Il a pu s'entretenir avec ses homologues latino-américains sur les bienfaits futurs de son "Initiative pour les Amériques". Dans chacun de ces pays, il a été accueilli par des manifestations hostiles à la politique impérialiste des Etats-Unis. Au Venezuela, l'action des étudiants a même précédé son arrivée et la police a tiré sur eux d'hélicoptère, faisant plusieurs blessés. Au Chili, une bombe a été lancée face au consulat des Etats-Unis en matière d'accueil.



IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA. case postale 7671.
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail.NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: Rédaction et traduction: Michèle Faure et Frédéric Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.